ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 27 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'accord et au sursis de paiement", et en ayant délibéré en ses séances des 17 janvier, 24 janvier et 31 janvier 1994, a donné le 31 janvier 1994 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 juli 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het akkoord en de opschorting van betaling", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 17 januari, 24 januari en 31 januari 1994 en op 31 januari 1994 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

Le projet envisage à plusieurs reprises la cession de l'ensemble ou d'une partie de l'entreprise en difficulté. C'est le cas notamment des articles 33, § 3, alinéa 4, 37 et 48 à 51, ces derniers regroupés dans une même section. Outre que ces textes présentent de nombreuses redites qui doivent être éliminées, la notion même de "cession d'entreprise", surtout assortie de l'épithète totale ou partielle, n'a pas un sens suffisamment précis pour pouvoir être utilisée purement et simplement.

Par cession d'entreprise on peut, en effet, entendre la vente des éléments, tous ou seulement certains, qui la constituent et sont mis en oeuvre pour réaliser le commerce ou l'industrie à laquelle se livre l'entrepreneur. Dans cette perspective, c'est l'entrepreneur, personne physique ou morale, qui en cas de "cession", aliénera lesdits éléments.

Mais le mot "entreprise" sert aussi parfois à désigner la personne qui entreprend, aussi est-il possible de considérer qu'il y a cession d'entreprise lorsque les parts sociales représentant la majorité de contrôle d'une entreprise sociétaire changent plus ou moins directement de mains.

Le projet doit envisager distinctement les opérations substantiellement très différentes qui peuvent cependant être toutes désignées par l'expression "cession d'entreprise". Tandis que l'on pourrait aller jusqu'à juger que la cession d'éléments d'actif est contraire aux objectifs mêmes du projet, parce qu'une telle cession risque de priver l'entreprise de ses moyens au moment où il s'agit de faire en sorte qu'elle dispose des meilleures chances de redressement, on peut en revanche considérer qu'un changement de majorité n'altère pas ces moyens, et peut même procurer à l'entreprise des ressources financières plus importantes, et ainsi favoriser son redressement.

Les textes envisageant une "cession d'entreprise" doivent être revus et précisés pour tenir compte des divers sens qui viennent d'être rappelés.

Au surplus, il appartiendra au Gouvernement et au Parlement d'apprécier s'il ne se justifierait pas de donner, dans certaines conditions, la possibilité au requérant de se désister de sa requête en sursis de paiement. Ni le projet de loi, ni l'exposé des motifs ne contiennent une allusion à ce problème. Si cette possibilité était retenue, il conviendrait de fixer le délai pendant lequel ce désistement est permis.

Examen du projet.

Dispositif.

Article 2.

Les dérogations que l'article 2 et l'article 3 apportent au droit commun de l'exécution des jugements ne sont motivées dans le commentaire que par la nécessité d'assurer aux procédures prévues par le projet, rapidité et souplesse. On peut s'interroger sur la question de savoir si la procédure est accélérée et rendue plus souple en substituant la publication au Moniteur belge à la notification comme point de départ des délais de recours.

Il convient, d'autre part, d'assurer la cohérence entre l'alinéa 1er de l'article 2 et son commentaire; ce dernier affirme que l'exécution par provision peut avoir lieu dès le prononcé - une telle affirmation est dérogatoire au droit commun - et doit, si telle est bien l'intention des auteurs du projet, être exprimée dans le texte.

L'observation relative à la publication au Moniteur belge vaut également pour l'article 3, alinéa 2, suivant lequel la publication au Moniteur belge constitue une présomption de notification.

Article 3.

A l'alinéa 1er, on écrira : "... sont effectuées par le greffier par l'envoi ...".

Titre II.

Ce titre appelle plusieurs observations.

1. Le mot "accord" est si répandu et si couramment utilisé dans le langage juridique qu'il est évidemment exclu qu'une loi intervienne et ait pour effet d'en réserver désormais l'usage pour désigner le contrat par lequel un débiteur convient avec un ou plusieurs de ses créanciers de réaménager sa dette. C'est d'ailleurs bien la raison pour laquelle le droit commercial se servait jusqu'aujourd'hui du mot "concordat" pour désigner une opération de ce genre.

Du reste, le mot "accord" est fallacieux, car il laisse croire que le réaménagement de la dette est le fruit d'un contrat ordinaire, "soumis comme l'affirme le commentaire des articles 4 à 9 du projet, aux dispositions du droit commun relatives aux obligations conventionnelles". Or, les articles 5 et 6 du projet apportent à ce droit commun des dérogations si profondes qu'il est nécessaire non de les masquer, mais au contraire d'attirer sur elles l'attention.

2. Il est inutile de rappeler dans l'article 4 qu'un débiteur peut convenir avec un ou plusieurs de ses créanciers d'un réaménagement des dettes dont il est redevable. L'article 1134 du Code civil y suffit. Il suffit aussi pour établir qu'une telle convention est librement établie par ceux qui la forment. La deuxième phrase de l'article 4 est donc, elle aussi, inutile.

Il n'est pas davantage utile que l'article 9 précise que les "actes et paiements faits en fraude des droits des créanciers sont nuls", sans organiser davantage cette "nullité". La règle ainsi écrite ne peut donc être comprise que comme un renvoi global au droit commun de l'interdiction et de la sanction des actes faits par un débiteur pour léser tous ou certains de ses créanciers.

3. Les dérogations apportées par les articles 5 et 6 au droit commun des contrats ont pour objectif de souder les unes aux autres les diverses conventions qu'un débiteur pourrait faire avec plusieurs de ses créanciers. Ce régime dérogatoire au droit commun doit toutefois, pour être praticable, faire l'objet de dispositions beaucoup plus détaillées que celles, bien trop générales, que leur consacre le projet.

Ainsi l'article 5 se réfère à une certaine proportion -la moitié- du passif pour désigner l'hypothèse dans laquelle le débiteur doit informer chacun de ses créanciers des propositions qu'il fait aux autres; et l'article 6, alinéa 2, se réfère aussi à cette proportion pour établir une condition à laquelle sera suspendue la conclusion même de l'"accord". Le calcul de cette proportion suppose résolue

la question de savoir si les dettes contestées, entièrement ou partiellement, par le débiteur doivent être comptées, et dans l'affirmative, comment elles doivent l'être. On ne voit pas comment ce calcul, indispensable, pourrait être effectué sans qu'une autorité tierce par rapport au débiteur et aux créanciers tranche notamment la question de savoir quelles dettes doivent être considérées comme douteuses.

Ainsi encore, l'article 6, alinéa 2, suspend la conclusion de l'"accord" avec chaque créancier à une condition qui est l'acceptation d'un "accord" du même genre par d'autres créanciers. Il faudrait à tout le moins préciser si cette condition doit être tenue pour réalisée lorsque l'acceptation en question est elle-même condition-nelle.

Quant à l'article 6, alinéa 1er, le texte ne permet pas de savoir s'il est une simple répétition de l'arti-cle 1184 du Code civil -auquel cas il serait inutile-, ou s'il est écrit pour que le respect par chaque créancier de l'"accord" qu'il a conclu dépende du respect par le débiteur de l'"accord" qu'il aurait conclu avec chacun des autres créanciers. Si la disposition en projet doit être comprise en ce dernier sens, il est permis de s'interroger sur la façon dont chaque créancier pourra savoir si le débiteur exécute bien ses obligations vis-à-vis des autres. Or cette connaissance lui est essentielle puisqu'il dépend de cette correcte exécution que l'"accord" qu'il a lui-même signé reste obligatoire.

Le titre II du projet doit donc être entièrement revu.

Titre III.

Le titre consacré au sursis de paiement doit être mieux subdivisé; l'intitulé de chaque subdivision doit correspondre aussi étroitement que possible au contenu.

La structure et les intitulés suivants sont proposés pour ce titre.

Chapitre Ier : Notion et conditions d'octroi (articles 10, 11, 13, alinéa 1er).

Chapitre II : Procédure de sursis de paiement.

Section Ire : Examen d'office (article 12)
Section II : Demande de sursis (articles 14 et 15).
Section III : Sursis provisoire et période d'observation.
Section IV : Sursis définitif.

Chapitre III : Procédure de faillite (articles 45, 46 et 47).

Chapitre IV : Dispositions pénales

Chapitre V : Dispositions diverses

Chapitre Ier.

L'intitulé de ce chapitre serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre Ier. Notion et conditions d'octroi".

Article 10.

La disposition en projet exprime l'objectif poursuivi et non une règle normative.

Si le Gouvernement entend établir une priorité entre les objectifs, il convient de revoir le texte en précisant exactement quel est l'objectif prioritaire par rapport aux autres.

Article 11.

L'article 11 doit être rédigé comme suit :

"Art. 11. § 1er. Un sursis de paiement peut être accordé au débiteur s'il ne peut temporairement acquitter ses dettes ou si la continuité de son entreprise est menacée par des difficultés pouvant conduire, à plus ou moins bref délai, à une cessation de paiement.

La continuité de l'entreprise d'une personne morale est considérée comme compromise si les pertes ont réduit l'actif net à moins de la moitié de la valeur du capital social.

§ 2. Le sursis ne peut être accordé que si le passif de l'entreprise peut être assaini et si son redressement économique est possible".

Il n’y a pas lieu de régler la situation du débiteur failli pour le motif que, dans ce cas, le débiteur se trouve dans le cas d’une cessation de paiement et ne peut obtenir le sursis de paiement ni davantage maintenir la continuité de son entreprise.

Article 12 (devenant l’article 13).

1. Il est proposé d’écrire :

"Art. 13. Les chambres de sursis ... suivent la situation des débiteurs en difficulté et examinent d’office s’ils remplissent les conditions de sursis de paiement".

2. Il est fait état, dans le commentaire de l’article 12, de la nécessité pour le juge consulaire d’une part d’éviter d’ébranler la confiance du personnel, de la clientèle, des fournisseurs et, d’autre part, de respecter la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l’égard des traitements de données à caractère personnel.

Il convient que ces précisions soient traduites dans le texte en projet.

3. A l’alinéa 5, le mot "concerné" doit être omis.

Article 13.

1. Dans un souci de cohérence, l'article 13 doit prendre place après l'article 11 et devenir ainsi l'article 12 du projet.

2. Pour éviter toute ambiguïté, il est proposé d'introduire l'alinéa 1er comme suit :

"Art. 12. Sauf le cas de connexité, le tribunal de commerce ...".

Le texte néerlandais de la seconde phrase du même alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. L'alinéa 2 de l'article 13 doit être omis pour le motif qu'il est relatif à la situation de connexité et que celle-ci est définie par les articles 565 et 566 du Code judiciaire.

Article 14.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, on écrira :

"§ 1er. Le débiteur qui sollicite un sursis de paiement adresse une requête au tribunal de commerce".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, 3°, il faut écrire :

"3° une liste de tous les créanciers indiquant leur nom, ...".

3. Le paragraphe 1er, alinéa 2, 5° pourrait être omis si le 4° était rédigé comme suit :

"4° les propositions qu'il formule et tout autre document utile portant sur ...".

4. Au paragraphe 1er, alinéa 3, il y aurait intérêt de préciser, si telle est l'intention du Gouvernement, que la requête peut être signée par le commerçant débiteur, en écrivant :

"La requête est signée par le débiteur ou par son avocat. Elle est adressée au tribunal et les pièces jointes sont déposées au greffe. Le greffier en délivre un accusé de réception".

5. Le paragraphe 1er, alinéa 4, doit être rédigé comme suit :

"Le tribunal fixe les lieu, jour et heure auxquels le débiteur doit comparaître. Le greffier convoque le débiteur par pli judiciaire".

6. Suivant le paragraphe 2, alinéa 1er,

> "Le procureur du Roi peut introduire la procédure de sursis de paiement, sans préjudice du droit du débiteur de demander lui-même le sursis, de décider de la dissolution ou de faire aveu de faillite".

La question qui se pose est celle de savoir ce qui se passe lorsque, d'une part, le procureur a introduit une demande de procédure de sursis de paiement et, d'autre part, le débiteur décide de faire aveu de faillite. Laquelle de ces deux procédures sera prioritaire ? L'article 15, tel qu'il est rédigé, permet de penser que la procédure de sursis de paiement sera prioritaire.

Si la réserve qui figure au paragraphe 2, alinéa 1er, implique une priorité des droits du débiteur, l'article 15 doit être complété comme suit : "... sur la demande de sursis introduite par le débiteur".

7. Le paragraphe 2, alinéa 2, doit être rédigé comme suit :

"Le débiteur est convoqué conformément au paragraphe 1er, alinéa 4. Il est entendu en chambre du conseil".

La disposition reste en défaut de préciser comment le ministère public introduira sa demande de sursis de paiement et de quelle manière les créanciers seront avisés de cette demande. Cette question ne pourra manquer d'avoir une incidence sur le délai d'ordre prévu à l'article 17.

Article 15.

1. Suivant l'article 15, l'entreprise ne peut être ni dissoute ni déclarée en faillite tant que le tribunal n'a pas statué sur la demande de sursis de paiement.

Le commentaire qu'en fait l'exposé des motifs précise que :

> "La demande de sursis de paiement suspend de droit et jusqu'au prononcé du tribunal toute déclaration de faillite ou de dissolution".

Le texte de l'article 15 ainsi que celui de son commentaire visent la faillite et la dissolution. Chacun de ces termes appelle les observations suivantes.

2. Quant à la faillite, il y a lieu de distinguer deux hypothèses différentes. La première, qui semble bien être celle qui est envisagée dans l'article examiné, suppose que, postérieurement au dépôt d'une demande de sursis de paiement, un créancier introduise une action en déclaration de faillite. Pour éviter qu'une telle initiative puisse compromettre les chances d'un sursis de paiement, il peut se justifier que la demande en déclaration de faillite soit

tenue en suspens en attendant que le tribunal ait statué sur la requête de sursis de paiement. Mais il faudrait préciser dans le texte du projet que le tribunal surseoit à statuer sur l'action en déclaration de faillite.

La deuxième hypothèse à envisager est celle où l'action en déclaration de la faillite est introduite avant que la requête en sursis de paiement soit déposée. Se pose ainsi la question de savoir laquelle de ces procédures prévaut sur l'autre. La solution retenue dans la première hypothèse, la surséance de l'action en faillite, présenterait ici l'inconvénient sérieux qu'un débiteur virtuellement failli trouverait dans le sursis de paiement le moyen de retarder sa mise en faillite.

Il appartient au Gouvernement de trancher cette question et de compléter le texte du projet en y inscrivant la solution retenue.

3. La dissolution ne se conçoit que si le failli est une société commerciale. Il est de doctrine et de jurisprudence constante que la faillite n'entraîne pas la dissolution de la société commerciale (1). La société est représentée par ses organes dans les cas où le failli intervient personnellement (2).

---

(1) VAN RYN, et VAN OMMESLAGHE, Examen de jurisprudence (1957 à 1960), Revue critique de jurisprudence belge 1962, pp. 359 à 419, spécialement p. 413, ainsi que la doctrine et la jurisprudence citées.

(2) Op. cit., pp. 413 et 414.

Il en résulte que, dans l'article 15, il faut omettre les mots "dissoute ni".

Article 16.

La disposition permet à toute personne intéressée qui en fait la demande d'être entendue. Pour éviter toute discrimination entre les créanciers qui pourrait se réaliser en raison du texte actuel de l'article 16, il est proposé d'ajouter une disposition nouvelle selon laquelle le greffier informe les créanciers désignés dans la requête, du jour où le tribunal statuera sur la demande de sursis.

Article 17.

Dans le texte néerlandais il faudrait écrire "indiening" au lieu de "neerlegging".

Article 18.

Suivant le commentaire de l'article 18 :

> "Si de plus le tribunal craint que le débiteur ne pose des actes qui entraînent un désavantage irréparable aux créanciers, il peut également ordonner, en même temps que le rejet et d'office, que le débiteur soit dessaisi de la gestion de tout ou partie de ses biens. Ce faisant, il prévoit le passage vers la procédure de faillite classique. Les modalités et les effets de cette procédure provisoire de dessaisissement de

gestion des biens sont réglés par l'article 6 de la loi sur les faillites du ...".

Ce commentaire contient une contradiction en tant qu'il affirme d'une part que le tribunal ordonne d'office le dessaisissement et, d'autre part, que "les modalités de cette procédure provisoire de dessaisissement sont réglées par l'article 6 de la loi sur les faillites", car suivant l'article 6 du projet de loi "sur les faillites" :

"Les créanciers ou le Ministère public peuvent, en cas d'absolue nécessité, demander par voie de requête unilatérale, déposée au tribunal de commerce du domicile d'un commerçant ou du siège social d'une société commerciale, que le débiteur soit dessaisi de la gestion de tout ou partie de ses biens. Le tribunal de commerce statue en chambre du conseil".

En raison de la contradiction relevée ci-dessus l'article 18 doit être omis, étant entendu que si, à l'occasion du rejet d'une demande de sursis de paiement, les conditions d'application de l'article 6 sont remplies, le tribunal pourra faire usage de cette disposition.

La numérotation des articles suivants et les références qu'ils contiennent doivent être adaptées en conséquence.

Article 19.

1. Afin de simplifier la rédaction de la disposition en projet et d'éviter des redites, il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Art. ...". Si les conditions fixées à l'article 11 sont réunies et qu'il est possible sur la base d'une appréciation provisoire d'assurer totalement ou partiellement la continuité de l'entreprise, le tribunal accorde, par un jugement spécialement motivé, le sursis provisoire pour une période qui ne peut être supérieure à six mois".

2. A la fin de l'alinéa 2, il faut écrire :

"... ayant l'expérience de la gestion d'entreprise et de la tenue d'une comptabilité".

Par ailleurs, le texte néerlandais de la disposition en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 20.

1. L'alinéa 1er doit être omis, ayant été intégré dans l'article 19 du projet.

2. L'alinéa 2 devenant l'alinéa unique serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ...". Le jugement accordant un sursis provisoire invite les créanciers à faire, dans le délai qui leur est fixé, la déclaration de leurs créances. Il indique aussi le lieu, le jour et l'heure où il sera statué sur l'octroi d'un sursis définitif".

Article 21.

1. Il arrive très fréquemment que des commerces de détail ne soient connus que sous leur nom d'enseigne. La publication des nom, prénoms, lieu et date de naissance ainsi que du domicile privé de la personne physique, débitrice, sans indication de son activité commerciale et de l'implantation de son magasin, pourrait n'être pas perçue par certains clients et consommateurs.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, il serait utile que l'extrait mentionne, le cas échéant, si elle est connue, la nature de l'activité commerciale principale, la dénomination sous laquelle cette activité est exercée, et le lieu du principal établissement (lorsque celui-ci diffère du domicile ou du siège social).

Le délégué du Gouvernement est d'accord sur cet ajout.

2. Le paragraphe 1er, alinéa 3, est inutile. Cette règle pourrait déforcer toutes les dispositions où il est simplement question de publication au Moniteur belge, sans précision quant à la preuve.

3. Au paragraphe 2, on écrira :

"§ 2. Les créanciers visés à l'article 14 sont avisés individuellement de ces données par le greffier du tribunal".

Article 22.

Il y a une discordance entre l'alinéa 1er en tant qu'il vise, d'une part, tous les éléments essentiels de la procédure et, d'autre part, le commentaire consacré à cet article dans l'exposé des motifs qui vise des éléments autres que de procédure.

Il convient de remédier à cette discordance en complétant le texte de l'article 22, alinéa 1er, de la manière suivante : "y figurent tous les éléments essentiels relatifs au fond et à la procédure".

Article 23.

1. Aux alinéas 1er, 3 et 4, il est préférable d'utiliser le singulier afin d'assurer une uniformité entre les dispositions en projet.

2. L'alinéa 2, pour partie, fait double emploi avec l'article 19, alinéa 2. On écrira donc : "Le commissaire du sursis désigné doit offrir des garanties d'indépendance et d'impartialité", le surplus de la disposition étant omis.

3. Parmi les intéressés visés à l'alinéa 5, figure le débiteur lui-même qui peut avoir une raison de solliciter le remplacement du commissaire du sursis. Il faut donc compléter le texte sur ce point et en adapter la fin en écrivant :

"La demande est dirigée contre le commissaire du sursis, le ministère public et le débiteur entendus".

Article 24.

1. Le tribunal peut soumettre la validité de certains actes d'administration ou de disposition, qu'il détermine, à l'autorisation du commissaire du sursis.

Les actes accomplis sans cette autorisation ne seraient pas opposables aux créanciers.

Le projet devrait prévoir un mode de publication de la décision du tribunal, d'autant que celle-ci pourrait affecter des cocontractants nouveaux qui n'étaient pas antérieurement concernés par le sursis.

Le texte doit être inséré dans l'article 19 et en constituer les alinéas 3 et 4. En outre, il y a lieu de compléter l'article 21 par un 6° mentionnant les actes d'administration ou de disposition que le débiteur ne peut accomplir sans l'autorisation du commissaire du sursis.

La modification de la place de l'article examiné est justifiée par le souci d'assurer la publicité des actes que le débiteur ne peut accomplir qu'avec l'autorisation du commissaire du sursis.

Article 25.

1. Compte tenu de ce qui est exprimé dans l'exposé des motifs, il y a lieu de supprimer les mots "Sans préjudice du droit des créanciers d'agir afin d'obtenir un titre".

2. Suivant l'article 25, § 1er, du projet "... aucune voie d'exécution sur des biens meubles ou immeubles ne peut, au cours de la période d'observation déterminée, être poursuivie, introduite ou exercée".

L'alinéa 2 précise que cette mesure s'applique aux créances privilégiées, hypothécaires ou gagistes ainsi qu'aux impôts et charges publiques.

La suspension des voies d'exécution est évidemment indispensable pour que tous les créanciers puissent être payés tout en évitant la mise en faillite du débiteur.

Le paragraphe 2 du même article énonce une exception à la suspension des voies d'exécution. Il y est prévu, en effet, que, lorsque les intérêts et les charges des créances en cours ne sont pas payés, les créanciers retrouvent le plein exercice de leurs droits. En d'autres termes, si les intérêts des créances chirographaires, privilégiées et hypothécaires ainsi que les charges (mot dont il conviendrait de préciser le sens) de ces mêmes créances ne sont pas payés, les créanciers concernés peuvent, soit poursuivre la voie d'exécution qu'ils ont introduite auparavant, soit engager une voie d'exécution à l'encontre du débiteur demandeur d'un sursis. Cette exception au principe rappelé ci-dessus pourrait avoir pour effet de ruiner la procédure de sursis en cours.

.../...

L’article 25, § 2, est justifié comme suit dans le commentaire consacré à cet article dans l’exposé des motifs :

> "Le régime élaboré dans le projet veille à ce qu’aucun dommage ne soit occasionné aux créanciers. Si les intérêts et les charges courants ne sont pas payés, les créanciers sont libres à nouveau d’exercer pleinement leurs droits. Lorsque le débiteur reste en défaut de payer les intérêts, il est permis de douter de la possibilité qu’a celui-ci de désintéresser ces créanciers et de redresser son entreprise ...".

Si le débiteur ne peut plus désintéresser ses créanciers et redresser son entreprise ou si, tout au moins, il est permis de douter qu’il puisse réaliser ce double objectif, la mesure envisagée est insuffisante. Il faut, dans ce cas, conformément à l’article 28 du projet, que le tribunal ordonne la fin du sursis provisoire. Permettre l’exercice des voies d’exécution aux créanciers qui n’ont pas obtenu paiement des intérêts de leur créance alors que le débiteur ne remplit plus les conditions d’octroi du sursis aurait pour conséquence que, par l’effet de la loi en projet, certains créanciers seraient avantagés par rapport à d’autres et que le sursis provisoire ne se justifierait plus.

Article 26.

La disposition déroge à l’article 1395 du Code judiciaire en tant qu’elle prévoit que c’est non le juge des saisies, mais le tribunal de commerce, qui accorde la mainlevée. En vertu de l’article 1395 précité, seul le juge des saisies est compétent en pareille matière.

Une concordance doit être réalisée entre les deux textes.

Article 27.

On écrira en français : "... peut prolonger une fois et au maximum pour trois mois la ...".

Le texte néerlandais de l'article, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

1. Pour assurer la concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire dans le texte français : "... les conditions d'obtention du sursis ...".

2. Parmi les personnes qui peuvent requérir la fin du sursis provisoire, n'est pas visé expressément le débiteur. Or, il peut y avoir des hypothèses dans lesquelles le débiteur pourrait avoir intérêt à ce que le sursis provisoire prenne fin.

Article 29.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ...". Les créanciers déclarent leur créance et en déposent le titre au greffe du tribunal de commerce, au plus tard le jour déterminé par le jugement qui accorde le sursis provisoire.

A leur demande, le greffier délivre un accusé de réception, éventuellement sur une copie de l'inventaire joint".

2. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "... à moins de huit jours ouvrables de l'expiration ...".

3. A l'alinéa 3, on écrira :

"Toute déclaration ... du créancier, la cause et le titre de la créance et, le cas échéant, les privilèges dont il bénéficie, ainsi que les droits d'hypothèque ou de gage qui en garantissent le paiement".

Article 30.

Le texte suivant est proposé :

"Art. ...". Le commissaire du sursis examine les créances déclarées et les titres déposés, avec l'assistance du débiteur. Ces créances sont comparées aux livres et écritures du débiteur".

Article 31.

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... . § 1er. Lorsque le commissaire du sursis émet une objection à l'admission d'une créance, il transmet au tribunal la contestation concernant la créance non admise.

Lorsque le montant d'une créance déclarée ou d'un droit de préférence est contesté, ... greffier. La lettre de ce dernier comporte aussi la convocation ... débats.

Le greffier convoque également le débiteur.

§ 2. A l'audience ... ordinaire.

Lorsque ... de sa compétence, le tribunal renvoie les parties à procéder devant le tribunal compétent.

§ 3. Tant qu'aucune décision n'intervient au sujet de la créance contestée, celle-ci est, sur la demande du commissaire du sursis, provisoirement admise ... sursis. Il en est ... du plan. L'ordonnance ... provisoirement admis ... de recours".

Article 32.

1. Un sursis de paiement étant essentiellement une mesure dont l'effet est de reporter le terme auquel une

dette doit être payée et de suspendre toute voie d'exécution (article 25), il est inutile de préciser, à l'alinéa 1er, que le jugement qui l'accorde ne met pas fin au contrat. S'il mettait fin au contrat, le sursis perdrait son sens, car il n'y a lieu de reporter le terme que si la dette existe, donc s'il n'est pas mis fin au contrat. L'article 32, alinéa 1er, doit être omis.

2. Une clause pénale est une clause contractuelle; mieux vaut donc écrire à l'alinéa 2 :

"Toute clause d'un contrat, et notamment une clause pénale, suivant laquelle la résolution du contrat a lieu du seul fait de l'octroi au débiteur d'un sursis de paiement, est sans effet".

Article 33.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, du texte français, il y a lieu de remplacer, à l'avant-dernière ligne, les mots "partie indicative" par les mots "partie prescriptive".

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er, alinéa 1er :

"Art. .... Durant la période d'application du sursis provisoire, le débiteur qui n'a pas présenté de proposition en même temps que sa demande de sursis, élabore un plan de redressement ou de paiement composé d'une partie descriptive et d'une partie prescriptive. Il joint ce plan ...".

2. Le paragraphe 2 doit s'écrire :

"§ 2. La partie descriptive du plan décrit l'état de l'entreprise ainsi que les difficultés que cette entreprise rencontre".

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce que sont, dans le plan prescriptif, les "conditions économiques liées à l'entreprise" qui "sont nécessaires pour assurer le redressement" de celle-ci.

A la lecture du commentaire consacré à cet article, il semble que ces "conditions économiques" soient les moyens nécessaires à l'entreprise pour assurer son redressement.

Le texte en projet et l'exposé des motifs doivent être revus et précisés davantage.

Sous réserve de l'observation qui précède, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 3, alinéas 1er et 2 :

"§ 3. La partie prescriptive du plan de redressement ou de paiement contient les mesures à prendre pour désintéresser les créanciers. Il mentionne aussi les crédits indispensables pour assurer la poursuite des activités de l'entreprise et ...".

4. Selon l'article 39, alinéa 3, les créanciers sont définitivement libérés, "à moins que le plan n'en dispose expressément autrement". Suivant le commentaire consacré à cet article,

> "L'obligation de remboursement intégral d'une créance après le sursis, ou selon la terminologie de l'ancien concordat judiciaire en cas de "retour à meilleure fortune", est donc laissée à l'autonomie de volonté des parties intéressées".

S'il en est ainsi, il faut que cette précision figure dans l'article 33, § 3, alinéa 1er.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au paragraphe 3, alinéa 4, il convient de se référer à l'observation générale.

6. Le paragraphe 3, alinéa 5, pourrait être compris comme signifiant que le plan indique la part du prix de la cession de l'entreprise attribuée à chaque créancier.

Si telle est bien l'intention des auteurs du projet, il convient de la préciser dans le texte. Si une interprétation différente devait être retenue, le texte doit être revu de façon à le rendre compréhensible.

Article 34.

1. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. ... . Le plan ne peut prévoir de sursis à l'égard de créanciers hypothécaires, gagistes et de ceux qui bénéficient ... . Le cas échéant, les consentements sont joints ... greffe".

2. L'alinéa 1er ne prévoit pas d'exclusion en faveur des créanciers bénéficiant d'un privilège général (par exemple rémunération du personnel, cotisations dues à l'O.N.S.S., indemnisation d'un accident de travail) (1).

3. A l'alinéa 2, encore que l'expression "autres charges publiques" figure actuellement à l'article 29 des lois coordonnées sur le concordat, elle devrait être précisée et explicitée.

Cette expression a été interprétée comme visant les cotisations sociales (2) . Or, l'exposé des motifs propose une interprétation contraire en admettant le sursis pour les créanciers titulaires d'un privilège général autres que le fisc et les autres créanciers de charges publiques, mais

(1) Voir à ce sujet l'exposé des motifs (page 46).

(2) Cass. 17 mai 1978, Pas. p. 1054 - Cass. 20 octobre 1980, Pas. 1981, p. 213.

maintient un texte identique à celui qui a été interprété par la Cour de cassation.

Le texte doit être revu.

4. L'alinéa 3 doit être omis, car il va de soi que le sursis ne dispense pas du respect des règles du droit sur les sociétés commerciales.

5. Contrairement à ce qui est écrit au commentaire de l'article 34, alinéa 4, la mesure prévue portera nécessairement atteinte aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Sa mise en oeuvre appelle donc une modification de ces règles.

Le texte doit, dès lors, être omis.

Article 36.

A l'alinéa 1er, la phrase "et qu'ils peuvent émettre leur vote" donne une fausse impression de faculté.

Il faut écrire :

"... relatives au plan proposé et qu'ils sont appelés à se prononcer par un vote".

En outre, le texte néerlandais de l’alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 37.

A l’alinéa 1er, les mots ", soit que l’entreprise doit être dissoute ou déclarée en faillite" doivent être omis, ces hypothèses étant visées aux articles 45 et 47.

Article 38.

1. Le Conseil d’Etat n’aperçoit pas ce que le Gouvernement entend par les mots "Si l’ordre public ne s’y oppose pas" figurant à l’alinéa 1er.

Il convient de préciser ces termes ou de les omettre.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais de l’alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La participation à un vote n’a pas de caractère "réel".

Il convient d'écrire : "... lorsque plus de la moitié des créanciers ayant fait la déclaration de leur créance, ayant pris part au vote, et représentant en valeur plus de la moitié des créances, y consentent".

3. La seconde phrase de l'alinéa 2 doit être rédigée comme suit :

"Toutefois, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 1er, le tribunal peut ...".

Article 39.

1. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. ... . L'approbation ... concernés, sauf des adaptations qui seront apportées en considération des décisions rendues sur les créances contestées".

2. A l'alinéa 2, on écrira :

"Le créancier qui n'a pas déclaré sa créance dans le délai prévu ne peut le faire que dans la mesure ...".

3. En ce qui concerne l'alinéa 3, il convient de se référer à l'observation n° 4 formulée à propos de l'article 33.

.../...

En outre, il faut écrire : "... les créanciers sont ... totalement et définitivement désintéressés, à moins ...".

4. La seconde phrase de l'alinéa 4 est une répétition de la première phrase, il y a donc lieu de l'omettre.

Article 40.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 41.

1. Il convient que le Gouvernement s'explique sur les termes de l'alinéa 2 en tant qu'ils prévoient que le créancier peut obtenir la révocation du sursis lorsqu'il démontre qu'il ne sera pas payé dans les délais et selon les modalités du plan.

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, il faudrait écrire "in geval van" au lieu de "ingeval van".

3. Le paragraphe 3 soulève une observation semblable à celle formulée à propos de l'article 37.

Article 42.

1. Il appartient au Gouvernement d'apprécier si, à l'occasion de la modification du plan, les créanciers ne doivent pas être appelés à donner leur accord comme le prévoit l'article 38 pour l'adoption du plan.

2. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"A la demande ... au plan lorsque son exécution expose le créancier à des difficultés sérieuses. Cette décision est prise ... et après avoir entendu le débiteur et le créancier".

Article 44.

A l'alinéa 1er, on pourrait écrire "rapport final" au lieu de "dernier rapport".

A l'alinéa 2 du texte français, il faut écrire "A la demande ...".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il faudrait écrire "uiterlijk" au lieu de "ten laatste".

Article 45.

Suivant l'article 45 du projet :

"La faillite de l'entreprise peut être prononcée sur assignation de tout intéressé et si les conditions prévues dans la loi sur les faillites du ... sont remplies, lorsque la demande de sursis est rejetée par le tribunal conformément à l'article 18.

La faillite peut être prononcée d'office et immédiatement par le tribunal :

1° si, au cours de la période d'observation, conformément à l'article 28, la fin du sursis provisoire est ordonné;

2° si, conformément à l'article 37, le tribunal rejette le plan proposé et refuse le sursis définitif;

3° si, conformément à l'article 41, § 3, un sursis définitif est révoqué".

Seront successivement examinées la décision de déclaration de faillite sur assignation de tout créancier lorsque la demande de sursis est rejetée par le tribunal conformément à l'article 18 (alinéa 1er de l'article 45) et la faillite prononcée d'office (alinéa 2 de l'article 45).

1. Suivant le commentaire de l'article 45, alinéa 1er :

"Il est ... indispensable de pouvoir passer souplement de la procédure du sursis de paiement à celle de la faillite. S'il n'y a plus d'espoir de sauvetage ou si le sursis échoue, le projet accepte que le débiteur soit, en cours de procédure, détourné du sursis de paiement et plutôt réorienté vers la faillite classique".

En réalité, il semble bien qu'à première vue, il existe une contradiction entre le texte de l'alinéa en projet et l'article 18 auquel ce texte se réfère, contradiction à laquelle le commentaire précité ne permet pas de remédier.

En effet, l'article 45, alinéa 1er, autorise le tribunal compétent à prononcer la faillite alors que, suivant l'article 18,

> "Si la demande de sursis de paiement est rejetée, le tribunal peut, conformément à l'article 6 de la loi sur les faillites du ..., ordonner que le débiteur soit dessaisi de la gestion de tout ou partie de ses biens",

l'ordonnance de dessaisissement ne conservant d'effet que si une citation en faillite est signifiée dans les deux jours de la requête en dessaisissement. En d'autres termes, l'article 45 du projet autorise le tribunal, en cas de rejet du sursis, de décider que le débiteur sera dessaisi de la gestion de tout ou partie de ses biens à condition qu'une action en déclaration de faillite soit introduite dans les deux jours alors que, suivant l'article 45, le tribunal peut déclarer le débiteur en faillite si la demande de sursis étant rejetée, il ordonne le dessaisissement total ou partiel des biens du débiteur.

La contradiction n'est peut-être qu'apparente. Le texte examiné pourrait se comprendre en ce sens que lorsque la requête de sursis est rejetée et que le tribunal a prononcé le dessaisissement de la gestion de tout ou partie des biens du débiteur, il peut prononcer la faillite de celui-ci si, conformément à l'article 6 de la loi sur les

faillites, un créancier a cité le débiteur en déclaration de faillite.

Quoi qu'il en soit, le texte doit être réécrit afin d'y traduire clairement l'intention du Gouvernement.

2. Suivant l'article 45, alinéa 2, 1°, la faillite peut être prononcée d'office "si, au cours de la période d'observation, conformément à l'article 28, la fin du sursis provisoire est ordonné".

Dans cette hypothèse, le tribunal ne dispose que des explications que le débiteur lui a fournies dans sa requête en sursis. L'intervention d'un commissaire reviseur ou d'un intéressé n'est, suivant le texte de l'article 16 du projet de loi, qu'éventuelle. Si le sursis est accordé, il n'est que provisoire et constitue le début d'une période d'observation au cours de laquelle le tribunal n'a pas encore la connaissance complète de la situation financière du débiteur. C'est seulement lors de l'octroi du sursis définitif qu'un débat contradictoire permettra au tribunal de juger si le débiteur mérite le bénéfice du sursis ou si, au contraire, sa situation financière est telle qu'elle impose la déclaration de faillite. Sans véritable débat contradictoire, le tribunal ne peut pas, lors du refus du sursis provisoire, prononcer d'office la faillite du débiteur.

Au contraire, l'article 45, 2° et 3°, n'encourt pas une telle critique. En effet, dans chacune des hypothèses envisagées par ces textes, le tribunal, en refusant le

sursis définitif ou en révoquant ce sursis, statue au terme d'une procédure contradictoire qui lui a donné une connaissance complète de la situation financière du débiteur et le met à même d'apprécier si la faillite du débiteur doit être prononcée.

En conséquence, dans l'alinéa 2 en projet, le 1° devrait être omis.

Article 46.

1. A l'alinéa 1er, l'expression "les créanciers du sursis" est incorrecte. Il faut écrire : "les créanciers soumis au sursis".

2. A l'alinéa 2, on écrira :

"Les actes accomplis par le débiteur ... du curateur, les dettes contractées pendant ... la faillite".

La subdivision "Section 2. La dissolution" doit être omise, non seulement parce qu'elle ne contient qu'un seul article, mais aussi parce que l'article est en rapport avec l'article 45.

Article 47.

Il va de soi qu'au cours de la procédure du sursis de paiement, les règles de droit commun s'appliquent.

.../...

L’alinéa 2 doit donc être omis.

Articles 48 et 49.

Il convient de se référer à l’observation générale.

D’autre part, l’article 33, § 3, alinéa 4, indique déjà que le plan de redressement ou de paiement peut prévoir une cession de l’ensemble ou d’une partie de l’entreprise. L’article 49 est donc inutile et doit être omis.

L’article 48 n’est pas davantage indispensable. En effet, l’article 37 prévoit déjà que le tribunal décide que "la cession proposée d’une partie ou de l’ensemble de l’entreprise peut être autorisée". La première phrase de l’article 48 doit donc être omise, à moins que sa fonction soit de permettre au tribunal d’autoriser le commissaire du sursis à faire seul les actes d’aliénation nécessaires pour réaliser la "cession" de l’entreprise. Si telle était l’intention du Gouvernement, il faut qu’elle soit beaucoup plus clairement exprimée. Une aussi grave exception au droit commun ne peut résulter que d’un texte tout à fait explicite. On comprendrait mal du reste que le commissaire du sursis puisse être substitué par le tribunal aux propriétaires en vue de l’aliénation des parts sociales de la société si la "cession de l’entreprise" doit se réaliser par une cession d’actions.

Article 50.

La disposition trouverait mieux sa place après l'article 34.

Article 51.

Si le sursis définitif est révoqué, le bénéficiaire de la cession perdra le bénéfice des modalités de paiement déterminées par la procédure du sursis de paiement alors qu'elles peuvent avoir été un élément déterminant pour la reprise de l'entreprise.

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si une telle situation ne risque pas de décourager les cessionnaires potentiels.

Au surplus, cet article trouverait mieux sa place après l'article 41.

Articles 52 et 53.

Il serait plus clair d'indiquer, dans le texte du projet, le montant des amendes, ainsi que la nature et la durée des autres peines, plutôt que de légiférer par référence.

De plus, dans le texte français de l'article 53, les mots "auraient" doivent à chaque fois être remplacés par le mot "ont"; et à la quatrième ligne, on écrira : "ont,

sans être créanciers, pris part au vote prévu à l'article 38 ou, étant créanciers, ...".

Article 54.

Le texte néerlandais de l'article 84, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 55.

1. Au 2° en projet, on écrira : "... conformément à la loi sur les faillites ...".

2. Les trois dernières lignes du 2° en projet doivent être omises.

Article 56.

Dans la phrase liminaire, il faut omettre les mots "modifiant le Code judiciaire".

Article 57.

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

"Art. ...". L'article 25, alinéa 1er, des lois ...".

2. Au 16° en projet, les mots "conformément ... de paiement" doivent être omis.

Article 58.

1. La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. ...". Sont abrogés :

1° le livre III, titre IV, du Code de commerce;

2° les lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946".

2. Il faut prévoir une disposition transitoire selon laquelle la loi continue à s'appliquer intégralement aux concordats accordés avant la mise en vigueur de la présente loi.

Article 59.

Conformément à l'usage, on écrira ;

"Art. ...". Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

Observations finales.

1. Il faut écrire en français "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première", "§ 1er".

2. Le texte français de l'article 14, § 1er, alinéa 4, contient des fautes d'orthographe qu'il convient de corriger.

3. Dans le texte français de l'article 24, alinéa 2, le futur doit être remplacé par le présent de l'indicatif.

4. A l'article 25, § 1er, alinéa 1er, le mot "déterminée" doit être omis. Le mot "introduite" semble au surplus inadéquat à propos d'une voie d'exécution.

5. A l'article 38, alinéa 2, les chiffres doivent s'écrire en lettres.

6. La rédaction de l'article 50 pourrait être améliorée.

Algemene opmerking.

Meer dan één bepaling in het ontwerp voorziet in de overdracht, geheel of gedeeltelijk, van een onderneming in moeilijkheden. Dit is inzonderheid het geval met de artikelen 33, § 3, vierde lid, 37 en 48 tot 51, welke laatste artikelen in een zelfde afdeling zijn samengebracht. Niet alleen bevatten deze teksten tal van herhalingen die moeten vervallen, maar bovendien is de betekenis van het eigenlijke begrip "overdracht van een onderneming", zeker als gepreciseerd wordt dat het om het "geheel of een deel van de onderneming" gaat, onvoldoende duidelijk opdat die term zonder meer kan worden aangewend.

Onder de overdracht van een onderneming kan immers de verkoop worden verstaan van alle of slechts enkele onderdelen die er deel van uitmaken en die worden aangewend opdat de ondernemer zijn handel of bedrijf kan voeren. In die context is het de ondernemer, natuurlijk persoon of rechtspersoon, die in geval van "overdracht" die onderdelen zal vervreemden.

Met het woord "onderneming" wordt soms echter ook de persoon bedoeld die onderneemt; daarom kan worden beschouwd dat er sprake is van de overdracht van een onderneming wanneer de aandelen die de controlemeerderheid vertegenwoordigen in een onderneming die de vorm van een vennootschap aanneemt, min of meer rechtstreeks van eigenaar veranderen.

Het ontwerp moet een duidelijk onderscheid maken tussen deze wezenlijk zeer verschillende operaties, die echter alle met de woorden "overdracht van een onderneming" kunnen worden aangeduid. Enerzijds kan geoordeeld worden dat de overdracht van vermogensbestanddelen in strijd is met de eigenlijke doelstellingen van het ontwerp, omdat een zodanige overdracht tot gevolg kan hebben dat de onderneming niet meer over de nodige middelen beschikt op een ogenblik waarop ervoor moet worden gezorgd dat zij over alle troeven voor herstel beschikt; anderzijds kan worden beschouwd dat een verandering van meerderheid geen afbreuk doet aan die middelen en, meer zelfs, de onderneming grotere financiële middelen kan verschaffen, waardoor haar herstel wordt bevorderd.

De teksten waarin sprake is van een "overdracht van een onderneming" moeten worden herzien en nader uitgewerkt, waarbij rekening wordt gehouden met de verschillende betekenissen waarop hierboven is gewezen.

Voorts staat het aan de Regering en aan het Parlement om te oordelen of het niet gerechtvaardigd is onder bepaalde voorwaarden de aanvrager van de opschorting van betaling de mogelijkheid te bieden zijn verzoek tot opschorting in te trekken. Noch in het ontwerp van wet, noch in de memorie van toelichting wordt gealludeerd op dat probleem. Indien in die mogelijkheid voorzien wordt, moet de termijn worden bepaald binnen welke het verzoek kan worden ingetrokken.

Onderzoek van het ontwerp.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

De afwijkingen van het gemene recht op het stuk van de tenuitvoerlegging van vonnissen, waarin de artikelen 2 en 3 voorzien, worden in de commentaar alleen gemotiveerd door de noodzaak om de in het ontwerp omschreven procedure snel en soepel te laten verlopen. De vraag rijst of de procedure soepeler en sneller verloopt indien als datum van aanvang van de beroepstermijnen niet de kennisgeving van het vonnis geldt, doch de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Voorts moet de tekst van artikel 2, eerste lid, in overeenstemming worden gebracht met de commentaar op die bepaling. Volgens de commentaar kan een beslissing bij voorraad uitvoerbaar zijn vanaf de uitspraak, wat een afwijking is van het gemene recht; indien zulks de bedoeling van de Regering is, moet dit in de tekst worden gepreciseerd.

De opmerking inzake de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad geldt eveneens voor artikel 3, tweede lid, naar luid waarvan de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad een vermoeden van kennisgeving vormt.

Artikel 3.

In het eerste lid schrijve men : "... worden door de griffier gedaan ...".

Titel II.

Omtrent deze titel behoren verscheidene opmerkingen te worden gemaakt.

1. Het woord "accord" in de Franse lezing van het ontwerp is dermate verspreid en wordt zo vaak gebruikt in de juridische terminologie dat het uiteraard uitgesloten is dat een wet van kracht wordt die dat woord voortaan alleen gebruikt om het contract aan te duiden waarbij een schuldenaar met één of meer schuldeisers overeenkomt om zijn schuld te herschikken. Dat is ook de reden waarom in het handelsrecht tot dusver het woord "concordat" werd gebruikt om zulk een operatie aan te duiden.

Voorts is het woord "accord" misleidend, omdat het de indruk wekt dat de herschikking van de schuld het resultaat is van een gewoon contract en, zoals te lezen staat in de commentaar op de artikelen 4 tot 9 van het ontwerp, "onderworpen aan de gemeenrechtelijke bepalingen inzake verbintenissen uit overeenkomst". De artikelen 5 en 6 van het ontwerp brengen in het gemene recht echter zulke belangrijke afwijkingen aan dat het niet aangewezen is zonder meer eraan voorbij te gaan, doch dat veeleer de aandacht erop moet worden gevestigd.

2. Het is onnodig in artikel 4 eraan te herinneren dat een schuldenaar met één of meer van zijn schuldeisers kan overeenkomen dat zijn uitstaande schulden worden herschikt. Artikel 1134 van het Burgerlijk Wetboek voorziet daarin genoegzaam, net zoals het genoegzaam voorschrijft dat zulk een overeenkomst vrijelijk wordt aangegaan door degenen die ze sluiten. Derhalve is ook de tweede volzin van artikel 4 overbodig.

Het is evenmin nodig in artikel 9 te bepalen dat "alle handelingen of betalingen, verricht met bedrieglijke benadeling van de rechten van de schuldeisers, (...) nietig (zijn)", zonder dat die nietigheid nader wordt geregeld. De aldus gestelde regel kan dus alleen worden verstaan als een globale verwijzing naar het gemene recht waar het verbod op het verrichten van en de bestraffing van handelingen wordt geregeld die een schuldenaar stelt ten einde alle of sommige van zijn schuldeisers te benadelen.

3. De afwijkingen van het gemene recht op het stuk van de overeenkomsten, waarin de artikelen 5 en 6 voorzien, beogen de onderscheiden overeenkomsten die een schuldenaar met verscheidene van zijn schuldeisers kan sluiten, met elkaar te verbinden. Deze regeling, welke afwijkt van het gemene recht, moet evenwel, wil ze werkbaar zijn, veel beter uitgewerkt worden dan in de al te algemene bepalingen van het ontwerp.

Zo schrijft artikel 5 voor vanaf welk bedrag van de schulden, te weten de helft ervan, de schuldenaar ieder

van de schuldeisers in kennis moet stellen van de voorstellen die hij aan de overige schuldeisers heeft gedaan; artikel 6, tweede lid, verwijst naar diezelfde verhouding om aan het eigenlijke sluiten van het akkoord een voorwaarde te verbinden. In het kader van de berekening van die verhouding wordt ervan uitgegaan dat een oplossing is gevonden voor het probleem of de door de schuldenaar geheel of gedeeltelijk betwiste schulden verrekend moeten worden, en zo ja, hoe. Het is niet duidelijk hoe die onontbeerlijke berekening kan geschieden zonder dat een derde instantie, andere dan de schuldenaar en de schuldeisers, inzonderheid beslist over de vraag welke schulden als twijfelachtig moeten worden beschouwd.

Artikel 6, tweede lid, verbindt tevens het sluiten van het akkoord met iedere schuldeiser aan de voorwaarde van de aanvaarding van een soortgelijk akkoord door andere schuldeisers. Op zijn minst moet worden bepaald of die voorwaarde geacht moet worden vervuld te zijn wanneer die aanvaarding zelf voorwaardelijk is.

Uit de tekst van artikel 6, eerste lid, daarentegen kan niet worden opgemaakt of het slechts een herhaling is van het bepaalde in artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek - in welk geval die bepaling overbodig is -, dan wel of de strekking van die bepaling erin bestaat dat de naleving, door iedere schuldeiser, van het door hem gesloten akkoord afhangt van de naleving, door de schuldenaar, van het akkoord dat hij met elk van de overige schuldeisers heeft gesloten. Indien de ontworpen bepaling in deze laatste betekenis moet worden verstaan, rijst de vraag hoe iedere

schuldeiser kan weten of de schuldenaar zijn verplichtingen ten aanzien van de anderen naar behoren nakomt. Zulks te weten is voor hem echter van wezenlijk belang, daar het van de behoorlijke uitvoering van het door hem zelf ondertekende akkoord afhangt of het bindend blijft.

Titel II van het ontwerp moet dus volledig worden herzien.

Titel III.

De titel gewijd aan de opschorting van betaling moet beter worden onderverdeeld; het opschrift van iedere onderverdeling moet zo nauw mogelijk in overeenstemming zijn met de inhoud ervan.

Voor deze titel worden de volgende structuur en opschriften voorgesteld :

Hoofdstuk I : Begripsbepaling en voorwaarden van toekenning (artikelen 10, 11, 13, eerste lid).
Hoofdstuk II : Procedure van opschorting van betaling.
Afdeling I : Onderzoek van ambtswege (artikel 12).
Afdeling II : Aanvraag om opschorting van betaling (artikelen 14 en 15).
Afdeling III : Voorlopige opschorting van betaling en observatieperiode.

Afdeling IV : Definitieve opschorting van betaling.
Hoofdstuk III : Procedure inzake faillissement (artikelen 45, 46 en 47).
Hoofdstuk IV : Strafbepalingen.
Hoofdstuk V : Diverse bepalingen.

Hoofdstuk I.

Het zou beter zijn het opschrift van dit hoofdstuk als volgt te stellen :

"Hoofdstuk I. Begripsbepaling en voorwaarden van toekenning".

Artikel 10.

De ontworpen bepaling geeft het beoogde doel weer, doch is geen rechtsregel.

Indien de Regering een orde van voorrang onder de doelstellingen wenst vast te leggen, moet de tekst worden herzien, waarbij nauwkeurig wordt bepaald welke doelstelling prioritair is tegenover de overige.

Artikel 11.

Artikel 11 behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 11. § 1. Opschorting van betaling kan aan de schuldenaar worden toegestaan indien hij tijdelijk zijn schulden niet kan voldoen of indien de continuïteit van zijn onderneming bedreigd wordt door moeilijkheden die op min of meer korte termijn kunnen leiden tot staking van betalen.

De continuïteit van de onderneming van een rechtspersoon wordt geacht bedreigd te zijn indien als gevolg van de verliezen het eigen vermogen tot minder dan de helft van de waarde van het maatschappelijk kapitaal is verminderd.

§ 2. Opschorting kan alleen worden toegestaan indien het passief van de onderneming kan worden aangezuiverd en het economisch herstel ervan mogelijk is".

Het is onnodig de situatie van de gefailleerde schuldenaar te regelen, daar de schuldenaar zich in dat geval in de toestand van staking van betalen bevindt en geen opschorting van betaling kan verkrijgen, noch de continuïteit van de onderneming kan handhaven.

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

1. Voorgesteld wordt te schrijven :

"Art. 13. De kamers van opschorting bedoeld in artikel 84, derde en vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek volgen de toestand van de schuldenaars in moeilijkheden en onderzoeken ambtshalve of ze voldoen aan de voorwaarden van opschorting".

2. In de commentaar op artikel 12 wordt gewag gemaakt van de noodzaak voor de rechter in handelszaken om enerzijds te voorkomen dat het vertrouwen van het personeel, de cliënteel en de leveranciers wordt geschokt, en anderzijds om de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens na te leven.

Die preciseringen moeten in de ontworpen tekst worden opgenomen.

3. In het vijfde lid schrijve men : "De procureur des Konings en de schuldenaar kunnen ...".

Artikel 13.

1. Uit het oogpunt van de coherentie moet artikel 13 voorkomen na artikel 11 en aldus artikel 12 van het ontwerp worden.

2. Teneinde iedere dubbelzinnigheid te voorkomen wordt voorgesteld aan het begin van het eerste lid te schrijven :

"Art. 12. Behoudens het geval van samenhang is de rechtbank van koophandel bevoegd om de opschorting van betaling te verlenen, die welke ...".

Bovendien schrijve men in de tweede volzin : "... geen bekende woonplaats ... of de rechtspersoon zijn bedrijfszetel heeft".

3. Het tweede lid van artikel 13 moet vervallen omdat het betrekking heeft op de toestand van samenhang, die geregeld wordt bij de artikelen 565 en 566 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 14.

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men :

"§ 1. De schuldenaar die opschorting van betaling aanvraagt, richt een verzoekschrift tot de rechtbank van koophandel".

2. In paragraaf 1, tweede lid, 3°, schrijve men :

"3° een lijst van alle schuldeisers, met vermelding van naam, adres, beloop van hun schuldvordering, alsook de bijzondere vermelding ...;".

3. Paragraaf 1, tweede lid, 5°, kan vervallen indien onderdeel 4° als volgt wordt gesteld :

"4° de voorstellen die hij doet en ieder ander dienstig stuk met betrekking tot de herstructurering van ...".

4. In paragraaf 1, derde lid, verdient het aanbeveling te preciseren, althans indien zulks de bedoeling van de Regering is, dat het verzoekschrift door de handelaar-schuldenaar mag worden ondertekend. Men schrijve aldus :

"Het verzoekschrift wordt ondertekend door de schuldenaar of door diens advocaat. Het wordt aan de

rechtbank gericht en de bijgevoegde stukken worden ter griffie neergelegd. De griffier geeft hiervan een ontvangbewijs af".

5. Paragraaf 1, vierde lid, moet als volgt worden gesteld :

"De rechtbank bepaalt de plaats, de dag en het uur van verschijning van de schuldenaar. De griffier roept de schuldenaar op bij gerechtsbrief".

6. Paragraaf 2, eerste lid, bepaalt :

> "De procureur des Konings kan de procedure tot opschorting van betaling inleiden, onverminderd het recht van de schuldenaar om zelf de opschorting te vragen, de ontbinding te beslissen of aangifte te doen van het faillissement".

De vraag rijst wat er gebeurt indien enerzijds de procureur het verzoek tot het in gang zetten van de procedure van opschorting van betaling inleidt, en anderzijds de schuldenaar beslist zijn faillissement aan te geven. Welk van beide procedures heeft de voorrang ? Uit de huidige lezing van artikel 15 kan worden afgeleid dat de procedure van opschorting van betaling voorrang heeft.

Indien het voorbehoud in paragraaf 2, eerste lid, inhoudt dat de rechten van de schuldenaar voorrang genieten, moet in artikel 15 worden geschreven : "... over het door de schuldenaar ingediende verzoek tot opschorting".

7. Paragraaf 2, tweede lid, moet als volgt worden gesteld :

"De schuldenaar wordt opgeroepen overeenkomstig paragraaf 1, vierde lid. Hij wordt in raadkamer gehoord".

De bepaling schrijft niet voor hoe het openbaar ministerie het verzoek tot opschorting van betaling zal inleiden en hoe de schuldeisers in kennis worden gesteld van dat verzoek. Deze aangelegenheid heeft ongetwijfeld een weerslag op de niet-dwingende termijn waarvan sprake is in artikel 17.

Artikel 15.

1. Volgens artikel 15 kan de onderneming niet worden ontbonden of failliet verklaard zolang de rechtbank geen uitspraak heeft gedaan over het verzoek tot opschorting van betaling.

In de memorie van toelichting staat daarover te lezen :

> "De aanvraag tot opschorting van betaling schorst van rechtswege en tot de uitspraak van de rechtbank iedere faillietverklaring of ontbinding".

De tekst van artikel 15 en de commentaar erop hebben betrekking op het faillissement en de ontbinding. Omtrent deze termen behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

2. Met betrekking tot het faillissement moeten twee verschillende gevallen worden onderscheiden. In het eerste geval, dat datgene lijkt te zijn dat in het onderzochte artikel wordt bedoeld, wordt ervan uitgegaan dat een schuldeiser na de indiening van een verzoek tot opschorting van betaling een vordering tot faillietverklaring indient. Om te voorkomen dat zulk een initiatief de kansen op toekenning van opschorting van betaling in het gedrang brengt, kan het gewettigd zijn dat de vordering tot faillietverklaring in beraad wordt gehouden in afwachting dat de rechtbank uitspraak heeft gedaan over het verzoek tot opschorting van betaling. In de ontworpen tekst moet evenwel worden gepreciseerd dat de rechtbank de uitspraak over de vordering tot faillietverklaring uitstelt.

Het tweede geval dat in aanmerking moet worden genomen is datgene waarin de vordering tot faillietverklaring wordt ingesteld voordat het verzoek tot opschorting van betaling is ingediend. Daarbij rijst de vraag welke procedure voorrang heeft boven de andere. De in het eerste geval vooropgezette oplossing, de opschorting van de vordering tot faillietverklaring, zou hier het ernstige nadeel vertonen dat een zo goed als gefailleerde schuldenaar de opschorting van betaling kan aanwenden om zijn faillietverklaring te vertragen.

Het staat aan de Regering om over die aangelegenheid een beslissing te nemen en om de tekst van het ontwerp aan te vullen door de gekozen oplossing erin op te nemen.

3. Ontbinding is slechts mogelijk indien de gefailleerde een handelsvennootschap is. Volgens de rechtsleer en de vaste rechtspraak brengt het faillissement niet de ontbinding van de handelsvennootschap mede (1). De vennootschap wordt vertegenwoordigd door haar organen wanneer de gefailleerde persoonlijk optreedt (2).

Daaruit vloeit voort dat in artikel 15 de woorden "ontbonden noch" behoren te vervallen.

Artikel 16.

De bepaling voorziet in de mogelijkheid dat iedere belanghebbende die erom verzoekt, gehoord wordt. Om iedere mogelijke discriminatie onder de schuldeisers, op grond van de huidige lezing van artikel 16, te voorkomen wordt voorgesteld een nieuwe bepaling toe te voegen naar luid waarvan de griffier de in het verzoekschrift vermelde schuldeisers in kennis stelt van de dag waarop de rechtbank uitspraak doet over het verzoek tot opschorting van betaling.

---

(1) VAN RYN en VAN OMMESLAGHE, Examen de jurisprudence (1957 tot 1960), Revue critique de jurisprudence belge 1962, blz. 359 tot 419, inzonderheid blz. 413, alsmede de genoemde rechtsleer en rechtspraak.

(2) Op. cit., blz. 413 en 414.

Artikel 17.

Men schrijve "indiening" in plaats van "neerlegging".

Artikel 18.

In de commentaar op artikel 18 staat onder meer te lezen :

> "Vreest de rechtbank daarenboven dat de schuldenaar handelingen stelt die een onherstelbaar nadeel aan de schuldeisers brengen, kan zij ook, samen met de verwerping en ambtshalve bevelen dat de schuldenaar het beheer van zijn goederen of een deel ervan wordt ontnomen. Zij voorziet hierin in een doorgang naar de klassieke faillissementsprocedure. De modaliteiten en gevolgen van deze voorlopige procedure tot ontneming van het beheer worden geregeld door het artikel 6 van de faillissementswet van ...".

Deze commentaar bevat een tegenstrijdigheid in zoverre enerzijds gesteld wordt dat de rechtbank ambtshalve beveelt dat de schuldenaar het beheer van zijn goederen wordt ontnomen, en anderzijds dat "de modaliteiten (...) van deze voorlopige procedure tot ontneming van het beheer worden geregeld door het artikel 6 van de faillissementswet", daar artikel 6 van het ontwerp van faillissementswet bepaalt :

> "De schuldeisers of het Openbaar Ministerie kunnen, zo dit volstrekt noodzakelijk blijkt, bij eenzijdig verzoekschrift gericht tot de rechtbank van koophandel van de woonplaats van een koopman of van de maatschappelijke zetel van een handelsvennootschap, vorderen dat aan de schuldenaar het beheer van zijn

goederen of van een deel ervan zou worden ontnomen. De rechtbank van koophandel beslist in raadkamer".

Gelet op de hierboven aangehaalde tegenstrijdigheid moet artikel 18 vervallen, met dien verstande dat indien het verzoek tot opschorting van betaling wordt afgewezen, doch voldaan is aan de voorwaarden voor toepassing van artikel 6, de rechtbank die bepaling kan toepassen.

De nummering van de daarop volgende artikelen en de verwijzingen die ze bevatten, moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 19.

1. Teneinde de lezing van de ontworpen bepaling te vereenvoudigen en overbodige herhalingen te voorkomen, wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. ... . Indien voldaan is aan de voorwaarden gesteld in artikel 11 en de rechtbank op grond van een voorlopige beoordeling oordeelt dat de continuïteit van de onderneming geheel of gedeeltelijk kan worden gehandhaafd, kent deze bij een met bijzondere redenen omkleed vonnis de voorlopige opschorting van betaling toe voor een periode die niet langer mag zijn dan zes maanden".

2. Aan het eind van het tweede lid schrijve men : "... die ervaring hebben in het bestuur van een onderneming en in boekhouden".

.../...

Tevens verdient het aanbeveling te spreken van een "commissaris inzake opschorting", veeleer dan van een "commissaris van opschorting". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 20.

1. Het eerste lid behoort te vervallen, daar het is opgenomen in artikel 19 van het ontwerp.

2. Het zou beter zijn het tweede lid, dat het enige lid wordt, als volgt te stellen :

"Art. ... . In het vonnis waarbij de voorlopige opschorting wordt verleend, worden de schuldeisers verzocht om binnen de daartoe gestelde termijn aangifte van hun schuldvorderingen te doen. Het vonnis vermeldt eveneens de plaats waar, alsook de dag en het uur waarop uitspraak wordt gedaan over de toekenning van de definitieve opschorting".

Artikel 21.

1. Vaak staat een detailhandel alleen bekend onder zijn handelsnaam. De bekendmaking van naam, voornamen, plaats en datum van geboorte, alsmede van de privé-woning van de natuurlijke persoon-schuldenaar, zonder opgaaf van diens handelsactiviteit of van de vestiging van diens winkel zou aan sommige klanten en verbruikers ongemerkt kunnen voorbijgaan.

Het zou nuttig zijn mocht in paragraaf 1, tweede lid, 1°, het uittreksel in voorkomend geval de aard van de voornaamste handelsactiviteit vermelden indien deze bekend is, alsook de benaming waaronder die activiteit wordt uitgeoefend en de plaats van de hoofdvestiging (indien deze niet dezelfde is als die van de woonplaats of van de zetel van de vennootschap).

De gemachtigde van de Regering is het eens met die toevoeging.

2. Paragraaf 1, derde lid, is overbodig. Deze regel kan alle bepalingen ontkrachten waarin alleen sprake is van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, zonder dat de bewijsvoering wordt geregeld.

3. In paragraaf 2 schrijve men :

"§ 2. De griffier van de rechtbank stelt de schuldeisers waarvan sprake is in artikel 14 individueel in kennis van die gegevens".

Artikel 22.

Er bestaat een gebrek aan overeenstemming tussen enerzijds het eerste lid, dat verwijst naar alle wezenlijke elementen van de procedure, en anderzijds de commentaar op dat artikel in de memorie van toelichting, die verwijst naar andere elementen dan die betreffende de procedure.

Die discrepantie moet worden verholpen door aan het eind van artikel 22, eerste lid, te schrijven : "..., elementen betreffende de grond van de zaak en betreffende de procedure voorkomen".

Artikel 23.

1. In het eerste, derde en vierde lid is het verkieslijk het enkelvoud te gebruiken ten einde eenvormigheid tot stand te brengen onder de ontworpen bepalingen.

2. Het tweede lid is gedeeltelijk een doublure van artikel 19, tweede lid. Men schrijve dus : "De aangewezen commissaris inzake opschorting dient garanties van onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden". Het vervolg van die bepaling moet vervallen.

3. Eén van de belanghebbenden waarvan sprake is in het vijfde lid, is de schuldenaar zelf, die een reden kan hebben om de vervanging van de commissaris inzake opschorting aan te vragen. Derhalve moet de tekst op dat punt worden aangevuld en moet het einde als volgt worden gesteld :

"De vordering wordt gericht tegen de commissaris inzake opschorting, waarbij het openbaar ministerie en de schuldenaar worden gehoord".

Artikel 24.

1. De rechtbank kan de geldigheid van bepaalde daden van bestuur of van beschikking, die zij bepaalt, afhankelijk stellen van de machtiging van de commissaris inzake opschorting.

De zonder die machtiging gestelde daden zouden niet aan de schuldeisers kunnen worden tegengeworpen.

Het ontwerp zou moeten voorzien in een vorm van bekendmaking van de beslissing van de rechtbank, te meer daar deze nieuwe medecontractanten zou kunnen treffen op wie de opschorting voorheen geen betrekking had.

De tekst moet worden ingevoegd in artikel 19 en er het derde en vierde lid van vormen. Bovendien dient artikel 21 aangevuld te worden met een 6°, waarin de daden van bestuur of van beschikking worden vermeld die de schuldenaar alleen mag verrichten met machtiging van de commissaris inzake opschorting.

De reden waarom het onderzochte artikel van plaats verandert is te voorzien in de bekendmaking van de daden die de schuldeiser alleen mag stellen met machtiging van de commissaris inzake opschorting.

Artikel 25.

1. Gelet op hetgeen in de memorie van toelichting wordt te kennen gegeven, dienen de woorden "Onverminderd het

recht van de schuldeisers om op te treden teneinde een titel te bekomen" te worden geschrapt.

2. Artikel 25, § 1, van het ontwerp bepaalt : "... tijdens de vastgestelde observatieperiode (kan) geen enkel middel van tenuitvoerlegging op de roerende of onroerende goederen worden voortgezet, ingesteld of aangewend".

In het tweede lid wordt gesteld dat deze maatregel van toepassing is op de hypothecaire, bevoorrechte of pandhoudende schuldeisers, alsmede op belastingen en andere openbare lasten.

De schorsing van de middelen van tenuitvoerlegging is uiteraard onontbeerlijk opdat alle schuldeisers kunnen worden betaald terwijl wordt voorkomen dat de schuldeiser failliet wordt verklaard.

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel stelt een uitzondering op de schorsing van de middelen van tenuitvoerlegging. In die paragraaf wordt immers bepaald dat, wanneer de lopende interesten en lasten van de schuldvordering niet worden betaald, de schuldeisers de volle uitoefening van hun rechten herwinnen. Met andere woorden, indien de interesten van de gewone, bevoorrechte en hypothecaire schuldvorderingen alsmede de lasten (de betekenis van dit woord zou moeten worden verduidelijkt) van diezelfde schuldvorderingen niet worden betaald, kunnen de belanghebbende schuldeisers ofwel het middel van tenuitvoerlegging dat zij voordien hadden "ingesteld" verder aanwenden, ofwel een middel van tenuitvoerlegging aanwenden tegen de schuldeiser die een opschorting aanvraagt. Die uitzondering op het hierboven in

herinnering gebrachte beginsel zou de lopende opschortingsprocedure teniet kunnen doen.

Artikel 25, § 2, wordt in de commentaar die in de memorie van toelichting aan het artikel is gewijd als volgt gerechtvaardigd :

> "Het in het ontwerp uitgewerkte stelsel waakt erover dat geen schade wordt berokkend aan de schuldeisers. Worden de lopende interesten en lasten niet betaald, herwinnen de schuldeisers de volle uitoefening van hun rechten. Slaagt de schuldenaar er nog niet in slechts de lopende interesten te betalen, dan dient men zich inderdaad ernstige twijfels te stellen bij de mogelijkheid tot het voldoen van zijn schuldeisers en het herstel van zijn onderneming ...".

Indien de schuldenaar er niet meer in slaagt zijn schuldeisers te betalen en zijn onderneming te herstellen of indien er op z'n minst aan getwijfeld kan worden dat hij dat tweevoudige doel kan bereiken, is de geplande maatregel ontoereikend. In dat geval moet de rechtbank, overeenkomstig artikel 28 van het ontwerp, de beëindiging van de voorlopige opschorting bevelen. Wordt het aanwenden van de middelen van tenuitvoerlegging toegestaan aan de schuldeisers die geen betaling van de interesten op hun schuldvordering hebben verkregen terwijl de schuldenaar niet meer voldoet aan de voorwaarden voor het toekennen van de opschorting, dan zal zulks ertoe leiden dat sommige schuldeisers ten gevolge van de ontworpen wet bevoordeeld zullen zijn ten opzichte van andere en dat de voorlopige opschorting niet meer gerechtvaardigd zal zijn.

Artikel 26.

De bepaling wijkt af van artikel 1395 van het Gerechtelijk Wetboek in zoverre zij bepaalt dat niet de beslagrechter maar de rechtbank van koophandel de opheffing verleent. Krachtens het voormelde artikel 1395 is alleen de beslagrechter ter zake bevoegd.

Beide teksten dienen in overeenstemming te worden gebracht.

Artikel 27.

Men schrijve in de Franse tekst : "... peut prolonger une fois et au maximum pour trois mois la ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "... eenmaal verlengen met maximaal drie maanden".

Artikel 28.

1. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst schrijve men in de Franse tekst : "... les conditions d'obtention du sursis ...".

2. Onder de personen die de beëindiging van de voorlopige opschorting kunnen aanvragen wordt de schuldenaar niet uitdrukkelijk vermeld. Er kunnen evenwel gevallen zijn waarin de schuldenaar er belang bij zou kunnen hebben dat de voorlopige opschorting wordt beëindigd.

Artikel 29.

1. Het zou beter zijn het lid als volgt te redigeren :

"Art. ... . De schuldeisers doen aangifte van hun schuldvordering en dienen de titel ervan in op de griffie van de rechtbank van koophandel, uiterlijk op de dag bepaald bij het vonnis waarbij de voorlopige opschorting wordt verleend.

Op hun verzoek geeft de griffier een ontvangstbewijs af, eventueel in de vorm van het verlenen van decharge op een afschrift van de erbij gevoegde inventaris".

2. In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven "... acht werkdagen vóór het verlopen van ...".

3. In het derde lid schrijve men :

"Elke aangifte ... van de schuldeiser, de oorzaak en de titel van de schuldvordering en, in voorkomend geval, de voorrechten waarop hij aanspraak kan maken, alsmede de hypotheek- of pandrechten die er de betaling van garanderen".

Artikel 30.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... . De commissaris inzake opschorting onderzoekt de aangegeven schuldvorderingen en de ingediende titels, hierin bijgestaan door de schuldenaar. Die schuldvorderingen worden vergeleken met de boeken en bescheiden van de schuldenaar".

Artikel 31.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... . § 1. Wanneer de commissaris inzake opschorting bezwaar heeft tegen de toelating van een schuldvordering, zendt hij de betwisting betreffende de niet-toegelaten schuldvordering toe aan de rechtbank".

Wordt het bedrag van een aangegeven schuldvordering of van een recht van voorrang betwist, ... gesteld. De brief van laatstgenoemde houdt tevens de oproeping in om ... en tijdstip van het debat.

De griffier roept tevens de schuldenaar op.

§ 2. Op de terechtzitting ... gewone rechtspleging.

Behoort het ... bevoegdheid, dan verwijst de rechtbank de procespartijen naar de bevoegde rechtbank.

§ 3. Zolang ... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat "gehouden" moet worden geschreven in plaats van "behouden").

Artikel 32.

1. Aangezien een opschorting van betaling hoofdzakelijk een maatregel is die als gevolg heeft het tijdstip waarop de schuld moet worden betaald uit te stellen en elk middel van tenuitvoerlegging te schorsen (artikel 25), is het nutteloos in het eerste lid te vermelden dat het vonnis

tot toekenning ervan geen einde maakt aan de overeenkomst. Indien de opschorting een einde maakte aan de overeenkomst, zou zij geen zin meer hebben daar er slechts aanleiding is om het tijdstip uit te stellen als de schuld bestaat, dus als er geen einde is gemaakt aan de overeenkomst. Artikel 32, eerste lid, moet vervallen.

2. Een strafbeding is een contractueel beding; in het tweede lid zou het dus beter zijn te schrijven :

"Elk beding van een overeenkomst, en inzonderheid een strafbeding, volgens hetwelk de ontbinding van de overeenkomst alleen al geschiedt doordat aan de schuldenaar een opschorting van betaling wordt verleend, blijft zonder gevolg".

Artikel 33.

1. In paragraaf 1, eerste lid, dienen in de Franse tekst op de voorlaatste regel de woorden "partie indicative" vervangen te worden door de woorden "partie prescriptive".

De opmerking geldt voor geheel het ontwerp;

Voor paragraaf 1, eerste lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. ... . Gedurende de periode waarin de voorlopige opschorting van toepassing is, stelt de schuldenaar die samen

met zijn aanvraag tot opschorting geen voorstel heeft ingediend, een herstel- of betalingsplan op, bestaande uit een beschrijvend gedeelte en een bepalend gedeelte. Hij voegt dit plan bij het ...".

2. Paragraaf 2 moet als volgt worden gesteld :

"§ 2. Het beschrijvend gedeelte van het plan geeft de staat van de onderneming aan, alsmede de moeilijkheden waarmee zij te kampen heeft".

3. In paragraaf 3, tweede lid, is het de Raad van State niet duidelijk welke "de bedrijfseconomische gegevens" zijn in het bepalend plan, "(die) nodig zijn om het herstel (van de onderneming) te verzekeren".

Bij het lezen van de commentaar bij dit artikel, lijken die "economische gegevens" de middelen die het bedrijf nodig heeft met het oog op zijn herstel.

De ontworpen tekst en de memorie van toelichting moeten worden herzien en er moet meer duidelijkheid in worden gebracht.

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerking wordt voor paragraaf 3, eerste en tweede lid, de volgende tekst voorgesteld :

"§ 3. Het bepalend gedeelte van het herstel- of betalingsplan bevat de maatregelen die moeten worden genomen om de schuldeisers te voldoen. Er worden tevens de kredieten in vermeld die onontbeerlijk zijn om ervoor te zorgen dat de onderneming haar activiteiten kan voortzetten en ...".

4. Volgens artikel 39, derde lid, worden de schuldeisers definitief bevrijd "tenzij het plan uitdrukkelijk anders bepaalt". In de commentaar bij dit artikel wordt het volgende gesteld :

> "De verplichting tot integrale terugbetaling van een schuldvordering na de opschorting, of zoals het in het vroegere gerechtelijk akkoord heette "bij de terugkeer in beter doen", wordt aldus overgelaten aan de wilsautonomie van de betrokken partijen".

Als dit zo is moet die verduidelijking worden opgenomen in artikel 33, § 3, eerste lid.

In paragraaf 3, derde lid, vervange men de woorden "in de schoot van" door het woord "in".

5. Wat paragraaf 3, vierde lid, betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

6. Paragraaf 3, vijfde lid, zou zo kunnen worden begrepen dat in het plan wordt opgegeven welk gedeelte van

de prijs van de overdracht van de onderneming aan elke schuldeiser wordt toegekend.

Als zulks wel degelijk de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, behoort dit duidelijk te worden gemaakt in de tekst. Indien voor een andere interpretatie wordt geopteerd, moet de tekst ter wille van de begrijpelijkheid worden herzien.

Artikel 34.

1. Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. ... . Het plan kan niet voorzien in een opschorting ten opzichte van hypothecaire, pandhoudende en bijzonder bevoorrechte ... In voorkomend geval worden verklaringen van instemming bij het plan gevoegd bij de neerlegging ervan ter griffie".

2. Het eerste lid voorziet niet in een uitsluiting ten gunste van de schuldeisers met een algemeen voorrecht (bijvoorbeeld bezoldiging van het personeel, bijdragen verschuldigd aan de R.S.Z., vergoeding van een arbeidsongeval) (1).

---

(1) Zie in dat verband de memorie van toelichting (blz. 46).

3. In het tweede lid, zou de uitdrukking "andere openbare lasten", hoewel zij thans voorkomt in artikel 29 van de gecoördineerde wetten op het gerechtelijk akkoord, moeten worden verduidelijkt.

Die uitdrukking is zo uitgelegd dat zij verwijst naar de sociale-zekerheidsbijdragen (1). In de memorie van toelichting wordt evenwel een tegengestelde interpretatie voorgesteld, in zoverre de opschorting wordt toegekend voor de schuldeisers die een algemeen voorrecht behoudens de fiscus en de overige schuldeisers van openbare lasten, maar een zelfde tekst wordt gehandhaafd als die welke het Hof van Cassatie heeft geïnterpreteerd.

De tekst moet worden herzien.

4. Het derde lid moet vervallen, daar het voor de hand ligt dat de opschorting niet ontslaat van de verplichting om de rechtsregels voor de handelsvennootschappen in acht te nemen.

5. In tegenstelling tot hetgeen in de commentaar bij artikel 34, vierde lid, wordt geschreven, zal de geplande maatregel beslist afbreuk doen aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Voor het ten uitvoer leggen ervan behoren die regels dus te worden gewijzigd.

---

(1) Cass. 17 mei 1978, Arr. Cass. 1978, blz. 1092 - Arr. Cass. 1980-81, blz. 180.

De tekst moet bijgevolg vervallen.

Artikel 36.

In het eerste lid wekt de zin "en hun stem kunnen uitbrengen" ten onrechte de indruk dat het om een mogelijkheid gaat;

Men schrijve :

"... betreffende het voorgestelde plan en dat zij moeten beslissen bij stemming".

Bovendien behoort het woord "kennisgave", dat ongebruikelijk is, te worden vervangen door "kennisgeving".

Artikel 37.

In het eerste lid dienen de woorden "dan wel of de onderneming moet worden ontbonden of het faillissement moet worden uitgesproken" vervallen, aangezien die gevallen worden geregeld in de artikelen 45 en 47.

Artikel 38.

1. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de Regering verstaat onder de woorden "Indien de openbare orde zich hiertegen niet verzet", die voorkomen in het eerste lid.

Ofwel dienen die woorden te worden verduidelijkt ofwel dienen zij te worden weggelaten.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men : "Indien de openbare orde er niet aan in de weg staat" in plaats van "Indien de openbare orde zich hiertegen niet verzet".

2. Het deelnemen aan een stemming geschiedt niet "daadwerkelijk".

Men schrijve : "... als meer dan de helft van de schuldeisers die aangifte hebben gedaan van hun schuldvordering, hebben deelgenomen aan de stemming en in waarde meer dan de helft van de schuldvorderingen vertegenwoordigen, hiermee instemmen".

3. De tweede zin van het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"Onder dezelfde voorwaarden als die gesteld in het eerste lid, kan de rechtbank de toegestane opschorting evenwel verlengen met ...".

Artikel 39.

1. Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. ... . De goedkeuring ... schuldeisers, behoudens aanpassingen die zullen worden gedaan met inachtneming van de in verband met de betwiste schuldvorderingen genomen beslissingen".

2. In het tweede lid schrijve men :

"De schuldeiser die zijn schuldvordering niet heeft aangegeven binnen de vastgestelde termijn, kan dit alleen in zoverre ...".

3. Wat het derde lid betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 4, die is gemaakt in verband met artikel 33.

Men schrijve bovendien : "... worden de schuldeisers ... volledig en definitief betaald, tenzij ...".

4. De tweede zin van het vierde lid is een herhaling van de eerste zin; hij moet dus vervallen.

Artikel 40.

In het derde lid schrijve men : "Dit verslag wordt bij het dossier van opschorting gevoegd".

Artikel 41.

1. De Regering dient uitleg te verstrekken over de bewoordingen waarin het tweede lid is gesteld in zoverre zij bepalen dat de schuldeiser de herroeping van de opschorting kan verkrijgen wanneer hij aantoont dat hij niet zal worden betaald binnen de termijnen en op de wijze bepaald in het plan.

2. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men bovendien "in geval van" in plaats van "ingeval van".

3. Bij paragraaf 3 behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke onder artikel 37 is gemaakt.

Artikel 42.

1. Het komt de Regering toe te oordelen of de schuldeisers, naar aanleiding van de wijziging van het plan, hun instemming niet moeten betuigen zoals artikel 38 daarin voorziet voor de goedkeuring van het plan.

2. Voor het tweede lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Op verzoek ... tevens wijzigingen van het plan bevelen wanneer de uitvoering ervan de schuldeiser ernstige moeilijkheden kan opleveren. Die beslissing wordt genomen na een verslag ... en nadat de schuldenaar en de schuldeiser zijn gehoord";

Artikel 44.

In het eerste lid zou men "eindverslag" kunnen schrijven in plaats van "laatste verslag".

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men "A la demande ....".

In de Nederlandse tekst schrijve men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

Artikel 45.

Artikel 45 van het ontwerp luidt als volgt :

"Het faillissement van de onderneming kan worden uitgesproken, op dagvaarding van iedere belanghebbende en in geval aan de voorwaarden van de faillissementswet van ... is voldaan, indien de aanvraag tot opschorting overeenkomstig artikel 18 door de rechtbank wordt verworpen.

Het faillissement kan door de rechtbank ambtshalve en onmiddellijk worden uitgesproken :

1° indien tijdens de observatieperiode, overeenkomstig artikel 28, het einde van de voorlopige opschorting wordt bevolen;

2° indien, overeenkomstig artikel 37, de rechtbank het voorgestelde plan verwerpt en het definitief uitstel weigert;

3° indien, overeenkomstig artikel 41, § 3, een definitieve opschorting wordt herroepen".

Achtereenvolgens zullen worden onderzocht de beslissing tot faillietverklaring op dagvaarding van iedere belanghebbende indien de aanvraag tot opschorting overeenkomstig artikel 18 door de rechtbank wordt verworpen (eerste lid van artikel 45) en het ambtshalve uitgesproken faillissement (tweede lid van artikel 45).

1. In de commentaar bij artikel 45, eerste lid, wordt het volgende gesteld :

"Soepele overgangen van de procedure van opschorting naar het faillissement zijn ... onmisbaar. Valt alle hoop op redding weg, of mislukt de opschorting staat het ontwerp toe gedurende de loop van de procedure de schuldenaar af te leiden van de opschorting van betaling en hem veeleer te oriënteren naar het klassieke faillissement".

In feite laat het zich aanzien dat er op het eerste gezicht een tegenstelling bestaat tussen de tekst van het ontworpen lid en artikel 18 waarnaar die tekst verwijst, welke tegenstelling door de voormelde commentaar niet kan worden weggewerkt.

Artikel 45, eerste lid, maakt het de bevoegde rechtbank immers mogelijk het faillissement uit te spreken, terwijl artikel 18 bepaalt :

> "Wordt het verzoek tot opschorting van betaling verworpen dan kan de rechtbank, overeenkomstig artikel 6 van de faillissementswet van ..., bevelen dat de schuldenaar het beheer van zijn goederen of van een deel ervan wordt ontnomen",

waarbij de beschikking tot ontneming van het beheer alleen gevolgen blijft hebben inzoverre uiterlijk twee dagen na de indiening van het verzoekschrift tot ontneming van het beheer een dagvaarding tot faillietverklaring wordt betekend. Met andere woorden, artikel 45 van het ontwerp stelt de rechtbank in staat om in geval van verwerping van de opschorting, te beslissen dat de schuldenaar het beheer van zijn goederen of van een deel ervan zal worden ontnomen, op voorwaarde dat binnen twee dagen een vordering tot faillietverklaring wordt ingesteld terwijl, volgens artikel 45, de rechtbank de schuldenaar failliet kan verklaren indien de aanvraag tot opschorting verworpen is en de rechtbank beveelt dat de schuldenaar het beheer van zijn goederen of van een deel ervan zal worden ontnomen.

De tegenstelling is misschien slechts een schijnbare tegenstelling. De onderzochte tekst zou zo kunnen worden uitgelegd dat wanneer het verzoek tot opschorting wordt verworpen en de rechtbank beslist heeft dat de schuldenaar het beheer van zijn goederen of van een deel ervan wordt ontnomen, zij het faillissement van die schuldenaar kan uitspreken indien, overeenkomstig artikel 6

van het faillissementswet, een schuldeiser de schuldenaar heeft gedagvaard tot faillietverklaring.

Hoe het ook zij, de tekst moet worden herschreven om de bedoeling van de Regering duidelijk erin weer te geven.

2. Volgens artikel 45, tweede lid, 1°, kan het faillissement ambtshalve worden uitgesproken "indien tijdens de observatieperiode, overeenkomstig artikel 28, het einde van de voorlopige opschorting wordt bevolen".

In dat geval beschikt de rechtbank slechts over de uitleg die de schuldenaar haar heeft verstrekt in zijn verzoekschrift tot opschorting. Dat er een commissaris-revisor of een belanghebbende optreedt is, volgens de tekst van artikel 16 van het ontwerp van wet, alleen maar een mogelijkheid. Indien de opschorting wordt toegekend, is ze slechts van voorlopige aard en vormt ze het begin van een observatieperiode gedurende welke de rechtbank de financiële toestand van de schuldenaar nog niet volledig kent. Eerst bij de toekenning van de definitieve opschorting kan de rechtbank op grond van een op tegenspraak gevoerd debat oordelen of de schuldenaar in aanmerking mag komen voor de opschorting, dan wel of zijn financiële toestand daarentegen van die aard is dat hij de faillietverklaring vergt. Zonder een echte behandeling op tegenspraak, kan de rechtbank, wanneer de voorlopige opschorting wordt geweigerd, de schuldenaar niet ambtshalve failliet verklaren.

Artikel 45, 2° en 3°, daarentegen, staat niet bloot aan een dergelijke kritiek. In elk van de door die teksten beoogde gevallen, doet de rechtbank, wanneer ze de definitieve opschorting weigert of die opschorting herroept, immers uitspraak na afloop van een op tegenspraak gevoerde procedure die haar een volledige kennis heeft bezorgd van de financiële toestand van de schuldenaar en haar in staat stelt uit te maken of het faillissement van de schuldenaar moet worden uitgesproken.

Bijgevolg zou in het ontworpen tweede lid, onderdeel 1° moeten vervallen.

Artikel 46.

1. In het eerste lid is de uitdrukking "de schuldeisers uit de opschorting" onjuist. Men schrijve : "de schuldeisers die in de opschorting betrokken zijn".

2. In het tweede lid schrijve men :

"Handelingen door de schuldenaar verricht ... van de curator, waarbij de schulden gedurende de opschorting van betaling aangegaan gelden als boedelschulden in het faillissement".

De rubriek "Afdeling 2. - De ontbinding" moet vervallen, niet alleen omdat ze slechts een enkel artikel

omvat, maar ook omdat het artikel verband houdt met artikel 45.

Artikel 47.

Het spreekt vanzelf dat tijdens de procedure van de opschorting van betaling de regels van gemeen recht van toepassing zijn.

Het tweede lid moet dus vervallen.

Artikelen 48 en 49.

Er behoort te worden verwezen naar de algemene opmerking.

Bovendien bepaalt artikel 33, § 3, vierde lid, reeds dat het herstel- of betalingsplan kan voorzien in een overdracht van geheel of een deel van de onderneming. Artikel 49 moet dus als overbodig vervallen.

Artikel 48 is evenmin noodzakelijk. Artikel 37 bepaalt immers reeds dat de rechtbank beslist dat "de voorgestelde overdracht van een deel of van geheel de onderneming kan worden toegestaan". De eerste volzin van artikel 48 moet dus vervallen, tenzij zijn rol erin bestaat de rechtbank de mogelijkheid te bieden de commissaris inzake opschorting te machtigen zonder medewerking van anderen de daden van vervreemding te stellen die noodzakelijk zijn om

de "overdracht" van de onderneming te verwezenlijken. Als zulks de bedoeling van de Regering is, moet zij veel duidelijker tot uiting worden gebracht. Een zo verregaande uitzondering op het gemene recht kan alleen voortvloeien uit een volledig expliciete tekst. Overigens valt moeilijk te begrijpen dat de commissaris inzake opschorting door de rechtbank in de plaats kan worden gesteld van de eigenaars om aandelen van de vennootschap te vervreemden indien de "overdracht van de onderneming" dient te geschieden door middel van een overdracht van aandelen.

Artikel 50.

De bepaling zou beter na artikel 34 komen te staan.

Artikel 51.

Indien de definitieve opschorting wordt herroepen, zal degene ten behoeve van wie de overdracht is geschied geen aanspraak meer kunnen maken op de betalingsregelingen waarin de procedure van de opschorting van betaling voorziet, terwijl ze een beslissend gegeven kunnen zijn geweest om de onderneming over te nemen.

Het is zaak van de Regering en het Parlement uit te maken of een dergelijke situatie de mogelijke overnemers niet dreigt te ontmoedigen.

Bovendien zou dat artikel beter na artikel 41 komen te staan.

Artikelen 52 en 53.

De tekst van het ontwerp zou duidelijker zijn indien erin het bedrag van de geldboetes werd aangegeven, alsmede de aard en de duur van de andere straffen, in plaats van regels te stellen door verwijzing naar andere bepalingen.

Bovendien moet in de Franse versie van artikel 53 het woord "auraient" telkens worden vervangen door het woord "ont" en schrijve men op de derde regel van de Nederlandse tekst : "zonder schuldeiser te zijn aan de in artikel 38 bepaalde stemming deelneemt of die, ...".

Artikel 54.

In het ontworpen artikel 84 schrijve men "stelt ... in" in plaats van "richt ... in".

Artikel 55.

1. In het ontworpen 2° schrijve men : "overeenkomstig de faillissementswet ...".

2. In het ontworpen 2° moet de tekst vanaf "en waarvan de gegevens voor de oplossing ..." vervallen.

Artikel 56.

In de inleidende volzin moeten de woorden "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek" vervallen.

Artikel 57.

1. In de inleidende volzin schrijve men :

"Art. ... . Artikel 25, eerste lid, van de ...".

2. In het ontworpen 16° moeten de woorden "overeenkomstig ... van betaling" vervallen.

Artikel 58.

1. De bepaling moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. ... . Opgeheven worden :

1° boek III, titel IV, van het wetboek van koophandel;

2° de wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946".

.../...

2. Er dient te worden voorzien in een overgangsbepaling volgens welke de wet verder in haar geheel toepassing blijft vinden op de akkoorden die toegestaan zijn vóór de inwerkingtreding van deze wet.

Artikel 59.

Zoals gebruikelijk is schrijve men :

"Art. ... . De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet".

Slotopmerkingen.

1. Men schrijve in de Franse tekst "Titre premier", Chapitre premier", "Section première", "§ 1er".

2. De Franse tekst van artikel 14, § 1, vierde lid, bevat spelfouten die dienen te worden verbeterd.

3. In de Franse tekst van artikel 24, tweede lid, moet de toekomende tijd worden vervangen door de tegenwoordige tijd.

4. In artikel 25, § 1, eerste lid, moet het woord "vastgestelde" vervallen. Bovendien lijkt het woord

"ingesteld" niet geschikt in verband met een middel van tenuitvoerlegging.

5. In artikel 38, tweede lid, moeten de cijfers voluit worden geschreven.

6. De redactie van artikel 50 is voor verbetering vatbaar.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN, greffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : de Heren :
kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
griffier.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.